



Conseil Municipal
Séance du 3 juillet 2020

L'an deux mille vingt, le 3 juillet, à 18 h 30, les membres du Conseil Municipal, élus le 15 mars 2020 légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la salle polyvalente sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BRÉMOND, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIÈRE, Madame Stéphanie STEINMETZ, Cléopâtre BIZOT-HURÉ, Madame Christine BODINEAU, Madame Laëtitia BOURSIER, Madame Nathalie COURTEAUX, Monsieur Pierre COURTOIS- -BOUTET, Madame Françoise DEBIN, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Sandra FUTO, Monsieur David GAUTIER, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Jérôme GUILLON, Monsieur Thierry PAILLAT, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Ludovic SAINCOURT, Monsieur Corentin SOLEILHAC, Madame Maryline SOLEILHAC, Monsieur Thierry TRIGO.

Pouvoir : Monsieur Pierre COURTOIS- -BOUTET donne pouvoir à Monsieur Corentin SOLEILHAC à partir de 21 h.

Secrétaire de séance : Monsieur Corentin SOLEILHAC

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 26 mai 2020 est présenté approuvé par les membres du conseil à l'unanimité.

§2 – Délibérations

Délibération n°1- Vote des taux de fiscalité 2020

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de statuer sur les taux de fiscalité locale pour 2020, soit sans aucune augmentation par rapport à 2018 et 2019

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Taxe habitation	19.54	19.93	12.25	12.49	12.49		451 139
Foncier bâti	12.12	12.36	12.36	12.61	12.61	12.61	363 672
Foncier non-bâti	41.51	42.34	42.34	43.19	43.19	43.19	33 256

Soit pour 2020 une recette attendue, pour le foncier de 396 928 €
Après délibération, le conseil décide de maintenir les taux du foncier bâti et du foncier non-bâti tels qu'ils ont été présentés, soit au même taux qu'en 2019 et 2018.

Vote à l'unanimité

Délibération n°2- Vote du budget primitif de la commune 2020

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANÇOIS, Maire, prend connaissance des propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2020 :

Investissement

Dépenses 3 111 259.86 (dont 105 201.26 de RAR)

Recettes 3 111 259.86 (dont 106 700.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 2 912 350.11 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 2 912 350.11 (dont 0.00 de RAR)

Après délibération, le conseil municipal adopte le budget tel qu'il a été présenté.

Vote à l'unanimité

Délibération n°3- Vote du budget primitif bâtiment de location 2020

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANÇOIS, Maire, prend connaissance des propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2020 :

Investissement

Dépenses 20 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 20 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 10 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 10 000.00 (dont 0.00 de RAR)

Après délibération, le conseil municipal adopte le budget tel qu'il a été présenté.

Vote à l'unanimité

Délibération n°4- Vote du budget primitif Parc de la Bélardière 2020

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANÇOIS, Maire, prend connaissance des propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2020 :

Investissement

Dépenses 1 507 691.48 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 1 507 691.48 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 1 495 784.62 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 1 495 784.62 (dont 0.00 de RAR)

Après délibération, le conseil municipal adopte le budget tel qu'il a été présenté.

Vote à l'unanimité

Délibération n°5- Vote du budget primitif Camping 2020

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Michel FRANÇOIS, Maire, prend connaissance des propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2020 :

Investissement

Dépenses 0.00 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 0.00 (dont 0.00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses 29 495.00 (dont 0.00 de RAR)

Recettes 29 495.00 (dont 0.00 de RAR)

Après délibération, le conseil municipal adopte le budget tel qu'il a été présenté

Vote à l'unanimité

Délibération n° 6 : Cession camion

Monsieur le Maire informe le conseil que suite à l'achat d'un nouveau camion, une proposition financière a été faite pour racheter l'ancien véhicule IVECO immatriculé 1656 VE 86. Celle-ci s'élève à 800 €.

Après délibération, le conseil décide de vendre ce camion à Monsieur Pierre CRESPIN pour la somme de 800€.

Vote à l'unanimité

21 h : Départ de Monsieur Pierre COURTOIS- -BOUTET

Délibération n° 7 : Individualisation des subventions

Suite aux demandes de subvention de fonctionnement déposées par les associations et à leur examen en commissions vie associative et finances, M le Maire propose les attributions suivantes :

ASSOCIATIONS	SUBVENTION VOTEE
A croch' et vous	800
ADMR	1 850
Banda l'espérance	1 250
Val Vert Basket	1 800
Carrefour de l'amitié	300
Club cynophile de Dissay	300
CSD Foot	3 000
Ecole de Musique	1300
FEPS	300
FNACA	350
Exceptionnel Drapeau	1 500
Judo-Club de la Vallée du Clain	1 700
La Cirquerie	1 500

Loisirs Sports Dissay	500
Mölkkyroscope	500
Phot 'œil 86	500
Pétanque-Club Dissay	700
Taekwondo	1 500
Tonic Club	1 600
Twirling-club	500
Twirling L'Espoir	2 300
Aérodraft team	300
J'Ose être	300
Compagnie Midi-12 (TACO et festival Culs Gelés Show)	10 000
Amitiés burkinabé Pô-Dissay	1 000
TOTAL SUBVENTION ASSOCIATIONS	35 650

Enveloppe budgétaire : 45 000

Non affecté : 8 750€

Après délibération, le conseil décide d'attribuer les subventions aux associations comme elles sont définies dans le tableau ci-dessus

Vote à l'unanimité

Délibération n° 8 : Participation à l'abonnement pour le transport scolaire

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil les nouvelles modalités d'accès au service du transport scolaire.

A la rentrée prochaine, il sera géré par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers via VITALIS, en lieu et place de la région Nouvelle Aquitaine.

Les parents devront régler directement leur forfait auprès de la société Vitalis suivant les tarifs instaurés par cette dernière et basés sur le quotient familial. Cinq tranches pour un tarif abonnement allant de 30 € à 150 €

La commune de Dissay, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de second rang, peut effectuer le remboursement de toute ou partie de cet abonnement auprès des familles afin d'alléger leur charge financière.

M le Maire propose aux membres du conseil de verser aux familles une participation basée à la fois sur un montant par tranche du quotient familial et sur l'assiduité à la fréquentation du service. Celle-ci sera versée en fin d'année scolaire sur présentation du justificatif d'inscription au service.

Quotient familial	Coût abonnement VITALIS	Participation maximale commune	Remboursement selon la fréquentation du service		
			80 à 100%	40 à 80%	< à 40 %
< à 450 €	30 €	10€	10€	5€	0€
Entre 451€ et 650	50 €	20€	20€	10€	0€
Entre 651€ et 870 €	80 €	30€	30€	15€	0€
Entre 871 € et 1 250€	115€	45€	45€	22.50€	0€
A partir de 1 251 €	150€	60€	60€	30€	0€

Après délibération, le conseil adopte le montant et les modalités de reversement auprès des familles de ces participations.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 9- Droit à la formation des élus

Le maire rappelle que conformément à l'article L2123-12 du code général des collectivités territoriales, les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Par ailleurs, ce même article indique qu'une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Il précise ensuite que dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Enfin, un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financés par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Le maire rappelle que le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant. Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement. Les pertes de revenu subies par l' élu du fait de l'exercice de son droit à formation sont compensées par la commune dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demi la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Pour finir, le maire rappelle que la prise en charge par la commune des dépenses liées à l'exercice du droit des élus locaux à la formation ne peut intervenir que si l'organisme dispensateur du stage ou de la session a reçu un agrément délivré par le ministère de l'intérieur.

Chaque année, les élus devront faire connaître leurs besoins de formation en précisant les éléments suivants : Objet, coût, lieu, date, durée, bulletin d'inscription, nom de l'organisme de formation.

La somme de 1 225 € sera inscrite au budget

Après délibération, le conseil approuve les termes de cette délibération.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 10 – Commissions des impôts

Monsieur le Maire rappelle les éléments suivants :

« Conformément au 1 de l'article 1650 du code général des impôts, il est institué une commission communale des impôts directs composée de sept membres, savoir : le maire ou l'adjoint délégué, président, et six commissaires.

Dans les communes de plus de 2 000 habitants, le nombre de commissaires siégeant à la commission communale des impôts directs ainsi que celui de leurs suppléants est de huit.

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés de 18 ans révolus, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Peuvent participer à la commission communale des impôts directs, sans voix délibérative, les agents de la commune, dans les limites suivantes :

- un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants ;

Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le conseil municipal.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentées.

La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Leur nomination a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux. A défaut de liste de présentation, ils sont nommés d'office par le directeur départemental des finances publiques un mois après mise en demeure de délibérer adressée au conseil municipal. Le directeur peut, sans mise en demeure, procéder à des désignations d'office si la liste de présentation ne contient pas soit vingt-quatre noms dans les communes de 2 000 habitants ou moins, soit trente-deux noms dans les communes de plus de 2 000 habitants, ou contient des noms de personnes ne remplissant pas les conditions exigées au 1.

En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations.

Le mandat des commissaires ainsi désignés prend fin avec celui des commissaires choisis lors du renouvellement général du conseil municipal. »

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal la liste des contribuables suivants :

Le Président – Le Maire – M. Michel FRANCOIS

COMMISSAIRES TITULAIRES 16	SUPPLEANTS 16
M. Michel RAUD	M. Moïse VEGER
M. Jean-Louis BIBARD	M. Jean-Pierre AYRAULT
M. Louis BERNARD	M. Pierre BRÉMOND
Mme Annick PLUMEREAU	M Alain GALLOU REMAUDIÈRE
Mme Sophie SEGUIN	M. François ROYER
Mme Marie-Jo DELECROIX	Mme Stéphanie STEINMETZ
M. Jacky DEBIN	M. Jean- Louis BARREAU
M. André PERROCHE	Mme Françoise DEBIN
M. David GAUTIER	M. Damien AUBRION
M. Dominique LUSSEAU	Mme Christine BODINEAU
M. Jean- Claude RICHARD	M. Laurent POUPIN
Mme Sandra FUTO	Mme Christine ROYER
M. Jean-François GERMON	M. Jérôme GUILLON
M. Claude BOUX	M. Ludovic SAINCOURT
Mme Nicole BARREAU	M. Corentin SOLEILHAC
M. Bernard DESCHAMPS	M. Jean-Marie THEBAULT

Après délibération, le conseil municipal approuve cette liste

Vote à l'unanimité

Délibération N° 11 – Recrutement d'agents contractuels pour accroissement temporaire d'activités

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 – 1° ;

Considérant qu'il est parfois nécessaire de recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité ;

Après délibération, le conseil décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activités. Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

- De prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 12 – Mise à jour tableau des effectifs

Vu la délibération du 12 février 2020,

Vu les listes d'aptitude du concours d'animateur territorial, Monsieur le Maire propose l'ouverture de :

- Un poste d'animateur territorial à compter du 01/10/2020 à temps complet

GRADE	Poste / service
<u>Administratifs</u>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe-35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe-35/35°	Assistante Ressources Humaines
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe-35/35°	Non pourvu
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<u>TECHNIQUE</u>	
Technicien principal 1 ^{ère} classe TC	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal TC°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal TC	Service espaces verts
Agent de maîtrise TC	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe TC	Service espaces verts
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe TC	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe TC	Non pourvu
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe TC	Ménage-espaces verts
Adjoint technique territorial TC	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial TC	Non pourvu
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
<u>ECOLES ET DIVERS</u>	
Animateur Territorial - TC	Référent Périscolaire TL
Agent de maîtrise - TC	Service cuisine centrale
Agent de maîtrise TC	Service cuisine centrale
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Périscolaire PEV

Adjoint d'animation territorial - TC	Non pourvu
Adjoint d'animation territorial- TC	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- TC	Responsable ALSH
Adjoint d'animation territorial 31/35	Garderie – entretien locaux
Adjoint d'Animation principal de 2 ^{ème} classe TC	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe 34/35	Cantine élémentaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial 32/35	Cantine élémentaire
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe 32/35	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 ^{ème} – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
CULTURELLE	
Adjoint du patrimoine 35/35	Médiathèque

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve cette ouverture de poste.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 13- Ouverture d'un poste dispositif Parcours Emploi Compétence

Le dispositif PEC, récemment mis en place, vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation, etc.).

Les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est de 12 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Monsieur le Maire propose, de créer un emploi dans le cadre du dispositif PEC dans les conditions suivantes :

➤ Contenu du poste:

- Assurer la surveillance et l'animation lors de l'accueil périscolaire du matin, de la pause méridienne et du soir

- Proposer et animer des ateliers, des activités intégrées aux TAPs (temps d'activité périscolaires)
- .Animation le mercredi et les vacances à l'accueil de loisirs
- **Durée du contrat** : 12 mois
- **Durée hebdomadaire de travail** : 30h
- **Rémunération** : SMIC

Et de l'autoriser à signer la convention avec pôle emploi et le contrat de travail à durée déterminée avec la personne qui sera recrutée.

Après délibération, le conseil municipal décide d'ouvrir ce poste.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 14- Prime exceptionnelle COVID 19

M le Maire informe l'assemblée que conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, à l'article 11 de la loi de finances rectificative 2020-473 du 25 avril 2020 et au décret n° 2020-570 du 14 mai 2020, **le conseil municipal peut instituer une prime exceptionnelle dite « COVID 19 » pour certains agents.**

M le Maire a proposé en commission du personnel de débattre de cette question, et il a arrêté le principe du versement de cette prime aux agents intervenus sur le terrain pendant la période du 16 mars au 9 mai 2020.

Par conséquent, M le Maire propose, d'instaurer la prime exceptionnelle COVID 19 dans la commune de DISSAY afin de **valoriser « un surcroît de travail significatif durant cette période »** au profit des agents mentionnés ci-dessous particulièrement mobilisés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité des services publics.

Cette prime est instaurée selon les modalités suivantes :

- en raison de sujétions exceptionnelles, exercées par les agents de la commune (écoles, ALSH, accueil jeunes, mairie, service technique, service restauration) qui sont intervenus pendant la période de confinement : agent technique d'entretien, agent technique de restauration, animateur, agent administratif.

- Ces agents ont accepté d'intervenir pour apporter une aide à la population, avec l'angoisse liée à la circulation du virus.

Ces agents ont été amenés à procéder à des travaux de nettoyage et de désinfection de locaux, à aider en cuisine et fournir une aide alimentaire aux populations en difficultés, à proposer des temps d'animation pour les enfants dont les parents assuraient la continuité des missions de la nation, soutenir les personnes âgées et réaliser un entretien du territoire.

- Le montant de cette prime est plafonné à 20€ par jour de présence sur la période du 16 mars au 9 mai.

- Cette prime exceptionnelle sera versée en une seule fois en 2020.

- La prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la Loi du 25 avril 2020 susvisée.

L'autorité territoriale fixera par arrêté :

- les bénéficiaires parmi ceux définis par l'article 2 du décret 2020-570, au regard des modalités d'attribution définies par l'assemblée.
- les modalités de versement en une seule fois
- le montant alloué à chacun dans la limite du plafond fixé par l'assemblée. Ce montant est individualisé et peut varier suivant le temps travaillé pendant la période de confinement.

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (modifiée),

VU la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

VU le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle dont le montant plafond est fixé à 1 000 euros à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Après délibération, le conseil municipal approuve :

- la proposition de M le Maire,
- l'inscription au budget des crédits correspondants,

Vote à l'unanimité

Délibération N° 15- Adhésion à la mission de réalisation des dossiers CNRACL par le Centre de Gestion

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 24,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Vienne en date du 14 février 2020 autorisant le Président à proposer de nouvelles conventions de contrôle ou de réalisation aux collectivités et établissements publics affiliés pendant la durée de la convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts,

Considérant que le Centre de Gestion de la Vienne propose deux modalités d'accompagnement aux employeurs territoriaux pour leurs dossiers CNRACL, le contrôle ou la réalisation.

Le Maire présente à l'assemblée les tarifs pour les prestations de contrôle et de réalisation des dossiers CNRACL fixés par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Vienne à compter du 01/01/2020 :

Dossiers dématérialisés	convention réalisation	convention contrôle
L'immatriculation de l'employeur	24,00	-
L'affiliation	8,00	-
Le dossier de demande de retraite :		
• Pension vieillesse « normale » et réversion	48,00	24,00
• Pension départ anticipé hors invalidité (carrière longue, catégorie active, fonctionnaire handicapé...)	65,00	32,50
• Pension départ anticipé pour invalidité	80,00	40,00
• Demande d'avis préalable	32,00	16,00
Qualification de CIR	24,00	18,00
L'étude de retraite : droits acquis, estimation de pension	16€/heure	16€/heure
La fiabilisation du Compte Individuel Retraite (CIR)	12,00	9,00
Le droit à l'information : réalisation de la saisie des données dématérialisées (historiques de carrière et pré-liquidation) devant être transmises à la CNRACL	24,00	18,00
Aide à la correction des anomalies sur déclarations individuelles	16€/heure	16€/heure
Dossiers non dématérialisés	convention réalisation	convention contrôle
La demande de régularisation de services	24,00	24,00
La validation des services de non titulaire	32,00	32,00
Le rétablissement au régime général et à l'Ircantec (RTB)	48,00	48,00

Après débats et discussions, les membres du conseil municipal décide d'

- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à la réalisation des dossiers CNRACL par le Centre de Gestion applicable du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022,
- Inscrire les crédits correspondants au budget.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 16- Droits de terrasse, place de marché et emplacement Food-truck

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil de statuer le versement des droits de places pour les terrasses, marché et emplacement Food truck au cours de la période qui vient de s'écouler.

Après délibération, et afin de prendre en compte l'impact de la crise sanitaire sur l'activité commerciale des acteurs économiques le conseil municipal décide d'exonérer l'ensemble des commerçants de leurs droits de terrasse et de places pour le 1^{er} semestre 2020.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 17- Ouverture de classe

Monsieur le Maire informe les membres du conseil de l'ouverture d'une 10^{ème} classe en élémentaire à l'école Paul-Émile VICTOR.

Après délibération, le conseil accepte l'ouverture d'une 10^{ème} classe en élémentaire et de procéder à l'aménagement et l'équipement correspondant.

Vote à l'unanimité

Délibération N° 18- Désignation des délégués de la commune au SIMER

Monsieur le Maire informe les membres du conseil qu'il convient de compléter la délibération du 26 mai 2020 désignant les délégués de la commune auprès du SIMER.

Après vote, le conseil décide de désigner auprès du SIMER :

Délégués titulaires :

- Monsieur Ludovic SAINCOURT
- Monsieur Thierry TRIGO

Délégués suppléants :

- Madame Stéphanie STEINMETZ
- Monsieur Thierry PAILLAT

Vote à l'unanimité

§ 3 – Informations et Questions diverses

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 23 h 40

